



Le MRC dénonce des fraudes massives et sauvages aux examens officiels au Cameroun, notamment au baccalauréat et au probatoire. Pour le parti de Maurice Kamto, cette technique est orchestrée par le pouvoir en place, qui vise à légitimer la fraude et la tricherie comme moyen d'ascension sociale. Le MRC appelle les parents d'élèves à être vigilants et dénonce la dérive sociale qui menace la formation de la jeunesse camerounaise. Le parti propose une réforme du système éducatif pour éveiller le sens de la découverte et encourager l'innovation scientifique et technologique.

Lire la déclaration du MRC

Le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) est très préoccupé par les fraudes massives, sauvages et barbares observées ces deux dernières années lors des examens officiels du probatoire et du baccalauréat de l'enseignement technique et de l'enseignement général.

En effet, ce qu'il convient d'appeler selon le langage populaire « l'eau », coule depuis au moins deux années successives sous le regard narquois et goguenard d'un régime vieillissant de 42 ans de règne autocratique sans partage dont l'inertie et le silence sont devenus un mode d'expression et de gestion du pouvoir politique par une horde de dirigeants avec une chaîne de

complicités qui se recrutent au sein des pouvoirs publics et au sein des parents d'élèves et ne cesse de s'allonger et de s'alourdir.

En effet, les épreuves avec corrigés aux examens incriminés circulent de mains en mains dans le pays entier ou à travers les réseaux sociaux la veille des examens officiels notamment pour ce qui est de l'année 2024 :

(1) Au baccalauréat C et D dont les épreuves de mathématiques, de chimie, d'informatique, d'anglais et de science de la vie et de la terre ;

(2) Au baccalauréat littéraire, les épreuves de langue, de philosophie, d'anglais et de littérature ;

(3) Au probatoire de l'enseignement général et technique, la même catastrophe s'est poursuivie car la quasi-totalité des épreuves étaient en circulation avant le début des examens.

Le déni de Madame le Ministre des enseignements secondaires qui devant les médias a affirmé qu'aucune épreuve n'a circulé avant le début des examens montre à suffisance qu'elle ne maîtrise ou ne suit pas le processus de l'organisation des examens et malheureusement sonne la fin de l'espoir porté par tous ceux qui s'attendaient à l'ouverture d'une enquête pour déterminer les responsabilités des coupables avant de les punir conformément à la loi. Dans un pays sérieux, elle aurait démissionné d'elle-même ou aurait été démissionnée de ses fonctions par le gouvernement en même temps que le directeur de l'Office du Baccalauréat.

Il n'est pourtant pas si difficile d'établir ou de remonter la chaîne des complicités; elle commence par Madame le Ministre des enseignements secondaires pour se poursuivre au niveau du directeur de l'office du Baccalauréat et de ses collaborateurs avant de toucher toutes les autres personnes impliquées au niveau du pool de saisie des épreuves et des services de reprographie, de comptage et de confection des enveloppes scellées.

Il s'agit d'un autre scandale de trop orchestré par le pouvoir inique de l'establishment de Yaoundé qui, par la violation systématique des valeurs de l'éthique morale, de déontologie et de discipline, laisse perpétuer un système éducatif gangrené par la légitimation de la fraude, de la tricherie, des contres valeurs comme modèle de gouvernance et moyens d'ascension sociale.

Un pays dont le système éducatif est basé sur la fraude et la tricherie, ne peut former que des jeunes fraudeurs et délinquants à col blanc pour assurer la relève de leurs parents suivant une reproduction organique savamment entretenue.

Un tel scandale qui tend à rabaisser le niveau de nos enfants par la culture du faux et de l'injustice est inacceptable et intolérable.

Peut-on s'attendre encore à ce que les apprenants puissent fournir des efforts pour étudier au courant de l'année lorsqu'ils savent que de toutes les façons, ils auront les sujets d'examen avant lesdits examens ? Non.

Quelle sera à coup sûr la valeur de l'éducation que les enseignants s'efforcent de transmettre pour inculquer à leurs élèves le savoir à l'école ? Un enseignement au rabais bien sûr.

Face à la recrudescence de la fraude aux examens, le MRC en appelle à la vigilance des parents d'élèves tout en dénonçant de façon vigoureuse cette dérive sociale qui constitue une bombe à retardement pour la socialisation de notre jeunesse car on ne peut rien attendre de l'avenir de nos enfants qui se fient à la pratique de la fraude car dans une telle société, l'éducation ne peut produire que des nuls et des cancre puisqu'elle sera anéantie par ces vicissitudes qui définitivement, finiront un jour par faire subir un coup fatal à tout le système éducatif du pays.

Est-il encore opportun de rappeler que ce régime dont la longévité et le maintien de force au pouvoir bat tous les records mondiaux depuis plus de quatre décennies tire sa force des fraudes électorales massives soutenues par un code électoral taillé sur mesure, appliqué par des institutions gérées par des hommes de moralité douteuse dont la partialité se passe tout commentaire ? Qu'importe ! Cependant, tout observateur averti de la scène politique nationale ne se tromperait pas de dire que pour demeurer ad vitam aeternam au pouvoir, la fraude devenue systémique est un outil très efficace utilisé par les politiques de Yaoundé pour réaliser leurs objectifs de confiscation du pouvoir.

Par cet autre scandale, l'image du Cameroun est une fois de plus écorchée avec pour conséquence immédiate la dévalorisation à l'étranger des diplômes obtenus dans des conditions frauduleuses et leurs détenteurs pourront d'ailleurs se voir refuser une inscription dans une université étrangère malgré la souffrance des parents qui doivent avoir pleine conscience de l'ampleur des conséquences.

Le MRC a pris le temps pour observer et analyser l'évolution de ces événements depuis deux ans en espérant que les pouvoirs publics allaient mettre un terme à ce scandale par des sanctions sévères contre les coupables. Peine perdue ! Le parti a finalement compris qu'il s'agit ni plus ni moins que d'un complot astucieusement ourdi contre l'éducation nationale et s'en remet aux parents qui doivent avoir bonne conscience de la gravité des répercussions sur l'avenir de la jeunesse camerounaise et les invite à prendre leur part de responsabilité pour pallier aux plus urgents.

Le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun rappelle au peuple camerounais que le système éducatif actuel a fait son temps, qu'il a donné tout ce qu'il avait à donner et que désormais, il est dépassé : il doit être remplacé par un système éducatif qui éveille chez l'enfant le sens de la découverte des choses de son environnement dès la maternelle, offre aux jeunes des lycées, des collèges et universitaires, une grande ouverture avec le monde professionnel ou le monde de la recherche et de l'innovation scientifique.

La réforme complète du système éducatif camerounais est impérative et le MRC entend l'orienter vers une éducation entièrement tournée vers des objectifs de développement en amenant très tôt nos jeunes écoliers au raisonnement scientifique, à l'éveil de leur intérêt pour les objets matériels créés par l'esprit humain et l'innovation. Dès le cycle secondaire, encadrés par un enseignant, ils participeront à un projet technologique de leur niveau dont la pertinence et la qualité rentreront dans leur évaluation.

Les enfants dès la maternelle seront formés pour se familiariser à l'outil informatique et à développer leur capacité à utiliser l'information sur les réseaux en toute sécurité.

Le MRC rendra obligatoire l'enseignement primaire et secondaire jusqu'à la fin du premier cycle du secondaire et la gratuité de la scolarité jusqu'à la fin du 2nd cycle du secondaire dans les collèges et lycées publics. Les frais d'APEE, entendue association des parents d'élèves et d'enseignants, seront purement et simplement supprimés dans l'ensemble du territoire national avec pour conséquence immédiate le recrutement à la fonction publique des enseignants vacataires qui désireront faire carrière dans l'enseignement.

Le déficit observé dans le corps des enseignants sera comblé par des recrutements massifs de nouveaux enseignants, suivi de leur affectation prioritairement dans l'arrière-pays.

Yaoundé, le 05 juillet 2024

Le Secrétaire National en charge de l'éducation de base et secondaire, de l'éducation civique et de l'hygiène publique